

Le programme du FN ne s'adresse, en fait, lorsqu'on prend le temps de le décortiquer et de le mettre en cohérence, qu'à une minorité de nantis fortunés.

Mais pour grandir son audience, il s'adresse aux gens du peuple sur la base de quelques incantations qui visent à flatter l'individu en l'extrayant de son appartenance à une société.

Ce discours trompeur, qui allie l'amalgame le mensonge et le contre sens, doit être sans arrêt dénoncé, notamment par les syndicats, au fait des réalités économiques et sociales du pays.

Contrairement aux précédentes campagnes électorales à l'occasion desquelles le Front National avait tenu un discours basé sur le « *tout sécuritaire* » sur fond d'anti-immigration, la période actuelle est marquée par une offensive du FN sur le terrain social.

En effet, alors que de nombreux responsables politiques ont engagé le débat

sur le modèle social français, le FN a suivi le mouvement, dans le but notamment d'apparaître plus respectable pour ne pas dire plus crédible aux yeux des citoyens.

Mais affirmer que le FN se situe sur le débat social ne masque pas la réalité profondément antisociale de ses propositions.

Un détour par le programme fiscal du FN montre quelle est la société rêvée par le FN : ultralibéralisme sauvage au sein d'une France isolée, tel pourrait être résumé son programme.

*Il appartient
aux syndicats
de lutter contre
l'extrême-droite*




Front National :
**Des propositions
anti-fiscales, anti-sociales**



Une charge anti-fiscale

Les mesures du programme économique du FN sont les suivantes : sortie de l'Union européenne pour que la fiscalité ne relève que de la France, suppression progressive de l'impôt sur le revenu, détaxation rapide de l'épargne populaire, suppression de l'ISF, abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés pour les PME à 10 %, taxation sur les mouvements spéculatifs de capitaux, suppression des droits de donation / succession au sein de la famille, suppression de la CSG/CRDS, taux de prélèvements maximum limité à 35 % du PIB et spécialisation des impôts locaux et réduction à deux niveaux de collectivités locales.

Le discours anti-fiscal du FN n'est évidemment pas nouveau ; il s'appuie sur un individualisme populiste et évite sciemment les questions de fond. Rappelons que les enjeux fiscaux tournent autour de deux questions : le niveau et la structure des ressources publiques. La première pose le niveau général de l'action publique et de protection sociale, la place des services publics, auxquels les Français sont très attachés. La deuxième organise son financement en fonction de choix décisifs dans la répartition des richesses : qui paie ? Sur quel fondement ? Le FN ne répond pas à ces questions, tant les réponses desserviraient son discours convenu et trompeur. Car la tendance est ici très nette : la suppression de certains impôts affecterait considérablement le niveau des ressources publiques d'une part, tandis que le système fiscal s'articulerait autour d'une TVA devenue, par la suppression des autres prélèvements, l'impôt majoritaire, et de loin. Lorsqu'on sait que ce sont les impôts directs progressifs qui permettent de prendre le mieux en compte les facultés contributives (niveau de revenu, patrimoine, situation familiale...), ainsi que le pose l'article 13 de la déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen, on mesure à quel point la fiscalité du FN se situe à l'opposé de toute solidarité et de toute cohésion sociale.



Les conséquences sociales de ces mesures.

La sortie de la France de l'Union européenne est emblématique du nationalisme revendiqué par le FN. Malgré tous ses travers, l'UE, si elle s'en donne les moyens, peut offrir des garanties économiques et sociales de nature à juguler les effets néfastes de la mondialisation. Le repli sur soi, qui plus est sous couvert de patriotisme, serait totalement inefficace et pour tout dire complètement contreproductif. Imagine-t-on une France

isolée du reste du monde alors que de plus en plus, les Etats sont en interdépendance ? La France n'est pas en situation d'autosuffisance ou d'autarcie. Une France seule aggraverait les méfaits de la concurrence et resterait à l'écart de ce qui fonde, pour une large part, son développement. Car les échanges économiques, pour inégaux qu'ils soient, restent nécessaires. Ils doivent être transformés, plus justes, ce qui implique des choix en matière de partage des richesses (ce que le FN nie) et le développement de politiques européennes réellement coordonnées (ce que la sortie de l'Union interdirait).

Circonstance aggravante du repli nationaliste voulu par le FN, le programme fiscal montre une absence totale de redistribution par l'impôt et un niveau de ressources fiscales et sociales ne dépassant pas 35 % de la richesse nationale, ce qui correspond à une baisse des ressources publiques d'environ 170 milliards d'euros sur la base du PIB 2007. La suppression de l'impôt sur le revenu, de l'ISF ou des droits de succession conduirait à l'explosion des inégalités, tandis que la suppression de la CSG et de la CRDS conduirait à assécher les ressources de la sécurité sociale. La suite est prévisible : le recul de la sphère publique et sociale ferait le lit des compagnies d'assurance privée, du système éducatif et de santé ou de retraite privée, bref, ce serait tout bonnement l'anéantissement du modèle social français. Si l'on ajoute à cette baisse les changements qui interviendraient dans la répartition des crédits budgétaires, qui seraient davantage consacrés à l'armée et la sécurité, on ne peut que dresser le constat suivant : le FN veut peu d'impôt, pas de redistribution, un Etat tourné vers le tout sécuritaire, et une société de marché « nationale ».



Méfiez-vous des milliardaires !

Au contraire du FN qui voit dans le repli sur soi une solution, c'est bien au niveau de l'Union européenne que doivent se développer des politiques non pas fondées sur la concurrence fiscale et sociale mais sur une harmonisation par le haut dans le domaine de la fiscalité et des politiques sociales. De la même manière, c'est bien d'une valorisation des impôts directs et progressifs dont la justice sociale a besoin, pour financer l'action publique et corriger les inégalités de revenus et de patrimoine. Enfin, c'est d'un manque de politiques sociales et de solidarité dont souffrent les populations de trop nombreux Etats. La société revendiquée par le FN n'est pas seulement antisociale ou inacceptable, elle relève du fantasme idéologique qui ignore que la France et le monde ont évolué et que les enjeux sociaux et économiques ont pris une autre dimension.